

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Photographie-de-gauche-d-une-crise-sociale-en-Argentine>

Photographie de gauche d'une crise sociale en Argentine

- Argentine - Social -

Date de mise en ligne : vendredi 19 novembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous un reportage du supplément hebdomadaire économique du quotidien argentin Pagina 12, supplément intitulé Cash. Ce reportage montre la permanence et l'ampleur de la crise sociale en Argentine. La sobre description qui en est faite permet d'en appréhender la réalité quotidienne.

Le gouvernement Kirchner utilise pour tisser un réseau de contrôle social et clientélaire les dits plans d'aide sociale. En même temps prennent formes de multiples initiatives visant à criminaliser les luttes sociales. Au printemps 2004, le fils de l'entrepreneur Juan Carlos Blumberg avait été kidnappé et assassiné avec la complicité d'un secteur de la police. Utilisation a été faite de ce crime et de la mobilisation d'un secteur de classes moyennes sur le thème de la sécurité pour légaliser des mesures répressives. Parallèlement, le gouvernement Kirchner assure le paiement de la dette qui reprend sa priorité. Le budget de 2005 le traduit clairement : l'excédent budgétaire primaire, c'est-à-dire l'excédent avant paiement des intérêts, est fixé à hauteur de 4,6% du PIB, ce qui est plus élevé que les exigences traditionnelles du FMI. La polarisation sociale s'accroît en Argentine, au second semestre 2004, la pauvreté frappait officiellement 44,7% de la population. La réduction de cette paupérisation ne va pas de pair avec la conjoncture de "relance économique", tirée entre autres par les exportations. Le taux de chômage et de sous-emploi à l'échelle nationale reste à hauteur de 30%. Il dépasse ce seuil pour de nombreuses régions, comme celle décrite dans l'article qui suit. - Réd. de A l'Encontre

Par Fernando Krakowiak

A l'Encontre, 17 novembre 2004

Voici une région - le district nommé José C. Paz, aux frontières du Grand Buenos Aires - où règnent les plans sociaux du gouvernement. C'est le district qui reçoit le plus de subsides par habitant. Pourtant, il n'est pas situé dans les provinces les plus pauvres du pays, mais au nord-ouest du grand Buenos Aires, à seulement 40 kilomètres de la Capitale fédérale.

A José C. Paz, 230'000 personnes vivent dans des conditions de vulnérabilité sociale extrême. Selon les estimations du gouvernement municipal, près de 50% de la population est au chômage, et 80% se trouve en dessous de la ligne de la pauvreté [soit 2 dollars par jour].

Le principal revenu des habitants provient des programmes sociaux que le Gouvernement national et de la province de Buenos Aires déploient dans cette municipalité. Le quotidien Pagina 12 (dans son supplément Cash) a révélé l'existence de 17 plans sociaux destinés à venir en aide à des femmes enceintes, des enfants, des jeunes, des chefs de famille au chômage, des malades et des personnes âgées, pour un montant qui atteint 48 millions de pesos (trois pesos pour un dollar qui vaut actuellement 1,20 CHF).

Ces plans touchent environ 147'000 bénéficiaires. Mais plusieurs se complètent afin de porter assistance aux mêmes personnes, au moyen d'argent, de nourriture, d'outils et des subventions pour la production et des médicaments.

Cash a parcouru ce district portant le nom de José C. Paz et a discuté avec des membres des associations de quartier, des dirigeants politiques et des fonctionnaires municipaux pour explorer ce cas extrême de la crise sociale

qui pèse encore sur le pays.

José C. Paz a commencé son existence il y a plus de cent ans, comme une localité de l'ancien parti du général Sarmiento [Domingo Faustino Sarmiento, président de l'Argentine en 1869 ; il sera un des modernisateurs de la République argentine et introduira le Code civil dans ce pays]. Au début, il s'agissait d'une zone utilisée pour le pâturage et la production laitière, et ensuite elle s'est transformée en quartier ouvrier dépendant des industries d'autres localités.

En 1995, le district General Sarmiento a été divisé en trois. San Miguel a conservé le quartier historique du parti, le principal centre commercial et l'infrastructure de base la plus importante ; Malvinas Argentinas a conservé le parc industriel et une combinaison de countries [zones d'habitations pour privilégiés protégées par des polices privées] et de poches de pauvreté, alors que les quartiers les plus pauvres, au faible tissu commercial et avec seulement quelques usines sont revenus au district José C. Paz. Carlos Urquiaga, secrétaire à l'Industrie et bras droit de l'intendant Mario Ishi, a reconnu devant les enquêteurs de Cash que lorsque le partage a été effectué "nous sommes restés avec la population la plus pauvre dans un cadre peu enviable".

La situation s'est encore péjorée avec la crise. Le recensement économique de 1994 enregistrait 166 petites fabriques ou manufactures dans la zone, dont seulement 20 avaient plus de 10 employés. Néanmoins, un relevé réalisé l'année passée par l'Université nationale du Général Sarmiento (UNGS) n'a enregistré que 49 ateliers en état de fonctionner, surtout dans le secteur de la couture, de la métallurgie, du bois, la production de briques et de céramiques. José Borello, chercheur de la UNGS, a signalé à Cash que "depuis fort longtemps, il n'y a pratiquement pas eu de création d'entreprises".

L'activité commerciale est, elle aussi, limitée. Les magasins se concentrent dans les quelques blocs de bâtiments qui constituent le centre du district et dans les quelques rues asphaltées. On y trouve surtout la vente au détail de textiles, des petits bars et des magasins "où on trouve de tout". Le long de la Ruta 197, on trouve des dépôts de matériaux, des magasins de pièces de rechange pour les autos et des ateliers de mécanique. Les seules banques qui opèrent dans le district sont les banques Nacion, Provincia et une succursale de la Banque Piano. Par contre, nombreux sont les différents établissements proposant du crédit "facile" à des taux qui atteignent 120% annuels pour un prêt de 800 pesos [environ 265 dollars !]. Le manque en services et en infrastructures est alarmant. Dans les 50 kilomètres carrés du district, il n'y a ni distribution d'eau courante, ni réseau d'égoûts, et le service de gaz naturel ne couvre qu'une surface réduite. La plupart des routes sont en terre, les connexions entre les quartiers sont réduites et les maisons d'habitation sont précaires. La détérioration des zones les plus pauvres se reflète dans le prix des propriétés. Une maison avec salle à manger, une chambre à coucher, salle de bains et véranda dans un lot de maisons d'une surface de 10 mètres sur 30 situé dans le quartier pauvre Sol y Verde, coûte à peine 5000 pesos [environ 1670 dollars]. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions avec un niveau élevé de pauvreté comme Florencio Varela, La Matanza ou Moreno [dans les environs de Buenos Aires], il n'y a pas, à José C. Paz, de zones de classe moyenne et élevée, ni de parcs industriels permettant d'appliquer des politiques compensatoires à l'intérieur du district, avec transfert des ressources vers ceux qui en ont le moins.

La pauvreté s'étend sur tout le territoire. Les activités informelles abondent. Au pire de la crise, la municipalité n'a pu percevoir qu'un 8% de son potentiel d'impôts, et actuellement elle n'arrive pas à percevoir 20%. La construction, le travail domestique [auprès de personnes privées], l'aménagement de locaux commerciaux dans les habitations [utilisation d'une chambre pour ouvrir un petit magasin], la vente ambulante et le ramassage de papier sont parmi les principales activités. Dans la localité de Sol y Verde, tous les jours à 16 heures, des dizaines d'habitants attendent sur les voies de l'ex-ligne de chemin de fer San Martin - qui a été abandonnée - l'arrivée des camions de ramassage de papier pour aller à Buenos Aires récolter les papiers dans les poubelles [cette activité a explosé depuis la crise de 2000-2001].

Daniel Sambrana, qui fait partie de la Radio Tinkunako, qui transmet depuis le quartier San Atilio, a expliqué à Cash : "Il est très difficile pour quelqu'un de trouver un travail déclaré [qui implique un minimum de couverture sociale]. Les femmes jeunes sont celles qui ont le plus de chances d'être engagées dans des magasins de textiles ou comme caissières de supermarché. Les autres ont comme seul revenu les plans sociaux et l'argent récolté en ramassant le vieux papier."

Même si les plans sociaux sont nationaux et provinciaux, c'est la municipalité qui est l'organe chargé de gérer l'aide sociale au niveau local. C'est elle qui coordonne 147 cantines, qui distribue des sacs de nourriture et les médicaments du Plan Remediar, qui organise le paiement des plans de financement comme celui des chefs de foyer, et qui centralise la gestion du projet de micro-entreprises intitulées "Manos a la Obra" et du programme d'auto-construction d'habitations "Techo y Trabajo" (Toit et Travail).

Plusieurs des organisations sociales consultées par Cash ont dénoncé les manoeuvres clientélistes et la corruption de la Municipalité. Victor Larrea - membre du MTD (Mouvement de travailleurs sans emploi, organisation de piqueteros) Anibal Veron du quartier San Fernando - a affirmé : "Nous coordonnons deux cantines, mais la municipalité ne nous envoie que des légumes". Sonia Mendoza, membre fondatrice de la Mutuelle Primavera, a assuré que dans le Plan Manos à la Obra : "l'Etat central envoie de l'argent pour l'achat de produits sur la base d'un budget par habitant, mais la municipalité achète à bas prix des produits meilleur marché de moindre qualité, et nous ne savons pas où va la différence" !

L'efficacité de la gestion des subventions est donc mise en doute suite aux dénonciations de corruption. Mais en outre, les 73,7 millions de pesos annuels que reçoit la municipalité sont versés par l'intermédiaire de 17 plans sociaux qui, le plus souvent, imposent des conditions sans tenir compte du contexte, ce qui entrave l'élaboration d'une stratégie cohérente pour impulser le développement local. Actuellement, le district José C. Paz survit exclusivement grâce à l'aide sociale, qui a servi à contenir une situation sociale et politique explosive. Le principal défi consistera à orienter l'assistance vers un projet destiné non seulement à assurer le contrôle politique, mais également à garantir la viabilité économique du district.